

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara - CS 70248 - 13331 MARSEILLE cedex 01

MARSEILLE, le 23/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE SARL

41 rue d'Athènes
ZI Les Estroublans
13127 VITROLLES

Références : D-0159-MRS-2023

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006400066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2023 dans l'établissement MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE SARL implanté 41 rue d'Athènes ZI Les Estroublans 13127 VITROLLES. L'inspection a été annoncée le 17/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE SARL
- 41 rue d'Athènes ZI Les Estroublans 13127 VITROLLES
- Code AIOT : 0006400066
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE exploite un centre de tri de métaux et déchets de métaux, ainsi qu'un atelier de dépollution / démontage de VHU.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la mise à jour du calcul des garanties financières prévue par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 ;
- la vérification par sondage de prescriptions portées par l'arrêté préfectoral du 18 février 2015 ;
- le récolement des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 1er février 2022 (articles 4 et 6) ;

- la vérification par sondage de prescriptions portées par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la gestion des VHU prévue par l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° **2712-1** (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 6	/	Sans objet
3	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.1.1	/	Sans objet
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.2.3	/	Sans objet
7	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.5.4	/	Sans objet
9	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 8.2.2	/	Sans objet
12	Gestion des déchets réceptionnés	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	/	Sans objet
14	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 1.5.2	/	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.3.4	/	Sans objet
6	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.5.3	/	Sans objet
8	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.5.5	/	Sans objet
10	Gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II	/	Sans objet
11	Gestion des déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Gestion des Véhicules Hors d'Usage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	/	Sans objet
15	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.11	/	Sans objet
16	Incendie de janvier 2022	AP de Mesures d'Urgence du 18/02/2022, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des écarts à la réglementation pour lesquelles des actions (mise à jour de plans, apporter des informations complémentaires au registre...) peuvent être rapidement mises en oeuvre par l'exploitant.

Concernant les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence en date du 18 février 2022, il demeure sur site le jour de la visite une quantité de déchets issus du sinistre qui n'a pas été évacuée. L'exploitant s'est engagé à le faire sous 1 mois (courriel du 19 janvier 2023). Par courriels des 20 et 22 février 2023, l'exploitant a justifié de l'enlèvement de ces déchets dont la quantité est de 24,325 tonnes (DIB, moteurs, métaux agglomérés). Ainsi, les services de l'inspection considèrent que l'arrêté de mesures d'urgence a été respecté par la société MUSCINESI BOUTEILLE RECYCLAGE.

A ce stade, il n'est pas proposé de suite administrative à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 6
Thème(s) : Autre, Réactualisation du calcul des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente tous les cinq ans un état actualisé du montant de ses garanties financières. Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II du présent arrêté au montant de référence figurant dans l'arrêté préfectoral pour la période considérée. L'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières précise l'indice utilisé pour le calcul de ce montant. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.
Constats : L'inspection a permis de constater que l'exploitant a commencé la réactualisation du calcul de garanties financières.
Observations : L'exploitant transmet sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport la réactualisation du calcul des garanties financières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 1.5.2
Thème(s) : Autre, Quantité maximale de déchets autorisés sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, soit 8 tonnes réparties en 5 tonnes de boues de décantation provenant du séparateur décanteur à hydrocarbure et 3 tonnes de déchets non dangereux (1 benne de pneumatiques) en mélange.
Constats : L'inspection n'a pas mis en évidence de modifications des installations pouvant entraîner un changement des quantités maximales de déchets fixées à l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 18/02/2015. De plus, il n'a pas été constaté la présence de pneumatiques dans une quantité supérieure à 3 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.1.1
Thème(s) : Autre, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que le plan n'était pas à jour. En effet, les racks de gaz (oxygène et propane) ont été déplacés en limite du site, côté métaux cisailés, suite à l'incendie de janvier 2022.
Observations : L'exploitant justifie, dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport, que le déplacement des racks de gaz ne remet pas en cause les conclusions de la dernière EDD en vigueur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.2.3 ; Arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 18/02/2022, articles 4.1 et 4.2
Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 RIA en DM45, l'un positionné à la hauteur de la zone d'oxycoupage, le 2ème (avec additivité en émulseur) placé à hauteur de la zone de dépollution des VHU, - 2 poteaux incendie normalisés : 1 poteau référencé PI 138 (à proximité de l'entrée du site) et 1 poteau référencé PI 9122 (à l'intérieur de l'établissement). <p>Le PI 158 (à l'extérieur du site) doit être rendu accessible depuis la voie pompier de l'établissement par la création d'une ouverture de 0.9 m de large dans le mur séparatif entre MB Recyclage et Sud EST CAOUTCHOUC ;</p> <p>Le PI 9122 (à l'intérieur du site) est doté d'une protection physique de façon à prévenir un choc accidentel.</p> <p>Les besoins en eau pour assurer la défense incendie doivent être disponibles pendant minimum deux heures.</p> <p>Chacun des 2 poteaux permet d'assurer un débit de 60 m³/h pendant 2 heures en tout point de l'établissement ou la réserve incendie permet d'assurer un débit de 60 m³/h pendant 2 heures en tout point de l'établissement.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel, L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Avant la mise en exploitation du site, une attestation de conformité de début de réseau incendie en fonctionnement simultané (2 poteaux) doit être fournie aux sapeurs-pompiers.</p> <p>Constats : Lors de l'incendie de janvier 2022, l'exploitant a rencontré un problème d'alimentation en eau des poteaux incendie. Pour fiabiliser ses moyens de lutte contre l'incendie, il a échangé avec le SDIS sur la possibilité d'installer une cuve d'eau sur le site. Par courriel du 13 juin 2022, le SDIS a validé la proposition de l'exploitant d'installer une réserve d'eau artificielle, selon les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un volume d'au moins 30 m³, - une alimentation permanente par une installation pérenne à partir du deuxième hydrant privé, - une installation en dehors de la zone de flux thermique de 5 kW/h/m². <p>La visite d'inspection a permis de constater la présence de la réserve d'eau artificielle. Son volume est de 30 m³. La cuve est équipée d'un raccord compatible aux tuyaux des pompiers et d'une poire de niveau permettant lorsqu'elle est utilisée d'activer simultanément le remplissage.</p> <p>Observations : L'exploitant transmet sous 1 mois les calculs D9 et D9A ainsi que les démarches auprès du gestionnaire concernant la mise en conformité du poteau incendie "fond Atelier", selon les recommandations du SDIS formulées dans son courriel du 13 juin 2022.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.3.4
Thème(s) : Autre, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'analyse du risque foudre réalisée au regard des exigences de l'arrêté du 04 octobre 2010 section III, a identifié que l'auvent VHU nécessite d'être protégé contre la foudre. [...] Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant, Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la Foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 2405-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées, En cas de coup de Foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
Constats : L'inspection a permis de constater que l'exploitant réalise une vérification annuelle de la protection contre la foudre (vérification visuelle en septembre 2021 et vérification complète en septembre 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.5.3
Thème(s) : Autre, Vérification périodique et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place, ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats : L'inspection a permis de constater que l'exploitant a réalisé une vérification de ses moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA, Poteaux Incendie).</p> <p>Les installations électriques ont fait l'objet d'une vérification par SOCOTEC le 7 mars 2022. L'électricien (société WEENovUp) est intervenu pour lever les observations (attestation du 14 novembre 2022).</p>
Observations : La cuve de 30 m ³ a été installée fin novembre 2022 et doit être intégrée au programme 2023 de vérification périodique et maintenance des équipements (fonctionnement du raccord, poire de niveau...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.5.4
Thème(s) : Autre, Consigne d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie et d'explosion ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.41-V, - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc... - l'obligation d'informer sans délai l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les consignes d'exploitation. Elles sont uniquement affichées dans le vestiaire masculin. De plus, certains plans ne sont pas à jour du fait du déplacement des racks de gaz et de l'installation de la cuve d'eau.</p> <p>Observations : L'exploitant met à jour les consignes et réalise un affichage dans les parties communes. Les justificatifs sont transmis à l'inspection dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 7.5.5
Thème(s) : Autre, Equipement de détection de matière radioactive
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] L'exploitant met à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification annuelle du portique de détection de la radioactivité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 8.2.2
Thème(s) : Autre, Stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les métaux ou déchets de métaux doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, ...). La durée moyenne de stockage des métaux ou déchets de métaux ne dépasse pas un an. La hauteur de métaux et de déchets de métaux stockés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres de bâtiment à usage d'habitation, Dans tous les cas, la hauteur ne dépasse pas 6 mètres, Les aires de réception, de stockage, de tri, de transit et de regroupement de tous les déchets doivent être distinctes et clairement repérées. L'entreposage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué réaliser des départs quotidiens de métaux et déchets de métaux cisailés. Pour s'assurer de la hauteur des stocks, l'exploitant effectue une vérification visuelle. De plus, les engins mécaniques ont une limite de fonctionnement à 6 m. Cependant, aucune délimitation des hauteurs dans les alvéoles de stockage n'est formalisée.
Observations : L'exploitant met en place sous 1 mois un marquage des hauteurs de stockage et justifie la démarche aux services de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Gestion des déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II
Thème(s) : Autre, Procédure d'information préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>[...]</p> <p>d) Dispositions particulières :</p> <p>Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.</p> <p>Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.</p> <p>Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p>
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant réalise l'information préalable d'admission. Il émet un certificat d'acceptation préalable annuel pour chaque client professionnel, par type de déchets (ferrailles...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III
Thème(s) : Autre, Procédure d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R.541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R.543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant a mis en place une procédure d'admission des déchets : arrivée du client, passage sur le pont bascule, accueil, vérification visuelle (par caméra pour les camions), déchargement, nouvelle vérification, retour au bureau pour paiement. Les déchets autorisés sont affichés à l'entrée du site. A la fin, l'exploitant émet un bon de réception avec la quantité déposée, le coût de la ferraille....</p>

Dans le cadre des clients professionnels disposant d'une information préalable, l'exploitant s'assure que le déchet entrant correspond au dossier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Gestion des déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
Thème(s) : Autre, Registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L.541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R.541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense.</p> <p>La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>

Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni un extrait de son registre des déchets entrants et sortants. Il a été constaté sur le registre des déchets entrant que l'adresse du client (qui dépose les déchets) est incomplète. De plus, les clients professionnels ne sont pas nécessairement les producteurs de déchets.
Observations : Dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant met à jour son registre des déchets entrants selon le référentiel en vigueur et transmet les justificatifs à l'Inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Gestion des Véhicules Hors d'Usage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Autre, Registre et traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ; - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ; - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
<p>Constats : L'inspection a permis de constater que l'exploitant dispose du registre de suivi des VHU. Les informations sont accessibles à partir du logiciel NESSY. Lorsque le VHU est enregistré, un numéro interne lui est attribué. Ce numéro le suit jusqu'à son évacuation (BSVHU). Certains sont envoyés en Europe (Espagne, Italie) et disposent du dossier de transfert transfrontalier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.4
Thème(s) : Autre, Entretien et conduites des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires imperméabilisées, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un dispositif de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les Fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'inspection a permis de constater que l'entretien du séparateur à hydrocarbures est réalisé annuellement par l'exploitant.</p> <p>Le site est également équipé de deux vannes guillotine qui permettent d'isoler le réseau en amont du séparateur à hydrocarbures. L'exploitant vérifie lui-même leur fonctionnement mais ne trace pas l'action dans un registre. Lors de l'inspection, la manœuvrabilité d'une des vannes a pu être vérifiée. Toutefois, l'étanchéité n'a pas pu être constatée.</p>
<p>Observations : Les vannes guillotine doivent être intégrées à la vérification périodique des dispositifs en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>L'exploitant justifie sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport de leur étanchéité.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Gestion des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2015, article 4.3.11
Thème(s) : Autre, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées doivent être collectées et traitées dans un décanteur-déshuileur séparateur à hydrocarbure. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le vallon de Monsieur et le vallon Neuf dans les limites autorisées par le présent arrêté.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués où susceptibles d'être pollués.</p>
<p>Constats : Toutes les eaux susceptibles d'être polluées sont collectées, passent par le séparateur à hydrocarbures et sont rejetées au milieu naturel après contrôle de leur qualité. L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur une mesure annuelle de ses rejets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 18/02/2022, article 6
Thème(s) : Autre, Gestion des déchets liés au sinistre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède dès notification du présent arrêté de mesure d'urgence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à l'évacuation de tous les déchets situés dans la zone incendiée dans des filières autorisées ; • au nettoyage du séparateur à hydrocarbures, des réseaux et voies de circulation internes. <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées sous 1 semaine à compter de la date de notification du présent arrêté les justificatifs associés (de façon non exhaustive : documents de transport, factures des tiers ayant pris en charge les déchets pour traitement...) des évacuations de ces déchets.</p> <p>L'exploitant est tenu de tenir à jour le registre prévu par l'article R.541-43 du code de l'environnement dont le contenu est fixé par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que l'ensemble des déchets issus du sinistre n'avait pas été évacué, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 18 février 2022. L'exploitant a indiqué rencontrer des difficultés avec les broyeurs qui n'acceptent ces déchets qu'en petites quantités.</p> <p>Observations : L'exploitant s'est engagé, par courriel du 19 janvier 2023, à évacuer ces déchets sous 1 mois.</p> <p>Par courriels des 20 et 22 février 2023, l'exploitant a justifié de l'enlèvement de ces déchets. La quantité totale évacuée est de 24,325 tonnes (DIB, moteurs, métaux agglomérés).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet